

Réalisation des Objectifs de développement durable/Afrique subsaharienne

Le Gabon, meilleur élève

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon
(Source : Financial Afrik)

LE rapport sur la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) classe le Gabon en tête des pays faisant le plus de progrès pour la

réalisation des ODD en Afrique subsaharienne. Au niveau mondial, le pays occupe la 85e place. Il est suivi par l'Ile Maurice et l'Afrique du Sud, en 103e et 108e position respectivement dans le classement mondial. Ce document publié, le 11 juillet dernier, à Kigali au Rwanda, se base sur un

ensemble d'objectifs à l'horizon 2030 mis en place sous l'égide des Nations unies. Le rapport est diffusé par le Centre des objectifs de développement durables pour l'Afrique (SDGC/A) et par le Réseau des solutions de développement durable (Sustainable Development Solutions Network,

SDSN). L'étude qui porte sur 157 pays du monde est dominée par la Suède, en tête du classement mondial, suivie par le Danemark et la Finlande. A noter que les ODD comprennent 17 ambitions et 169 objectifs visant à éradiquer la pauvreté, à lutter contre les inégalités et

à freiner les changements climatiques à l'horizon 2030. Ils prolongent également les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), un ensemble d'objectifs de lutte contre la pauvreté qui étaient fixés pour la fin 2015.

Conjoncture au 1er trimestre 2017

Les avoirs extérieurs chutent de 50 %

MSM
Libreville/Gabon

SELON la banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), les avoirs extérieurs nets du Gabon ont chuté de 50%, à 521,3 milliards de francs au premier trimestre 2017, suite à la baisse simultanée des réserves officielles nettes (-57,7% à 343,9 milliards de francs)

et des avoirs extérieurs nets des banques primaires (-22,9% à 177,4 milliards). En conséquence, le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs a perdu 19,6 points pour s'établir à 54,1% au premier trimestre 2017. Néanmoins, par rapport à la situation de la fin de l'année précédente, suite à la hausse des exportations et au recul des im-

portations, le niveau des avoirs extérieurs nets s'est amélioré de 17% au cours des trois derniers mois, passant de 446,6 milliards en décembre 2016 à 521,3 milliards en mars 2017. S'agissant du crédit intérieur, il s'est consolidé de 23% à 1731,7 milliards de francs au premier trimestre 2017, corrélativement à la hausse des créances nettes sur l'Etat. Les créances sur l'écono-

mie ont, quant à elles, baissé de 8,8% à 1 154,6 milliards de francs à fin mars 2017, suite au repli des crédits alloués au secteur privé non financier, représentant 94,3% de l'encours des crédits. Cette situation demeure liée au contexte économique toujours marqué par un prix du baril de pétrole relativement faible. Au premier trimestre 2017, la situation nette débitrice de l'Etat s'est

établie à 577,1 milliards de francs contre 141,3 milliards de francs un an plus tôt. Cette évolution traduit une augmentation de la dette de l'Etat envers le système bancaire pour répondre au besoin de financement des politiques publiques. Par conséquent, la Position nette du gouvernement (PNG) s'est dégradée, passant de 237,9 milliards en mars 2016 à 656,6 milliards de francs en mars 2017.

Conjoncture au 1er trimestre 2017/Recettes budgétaires

Elles ont atteint 397 milliards de francs...

MSM
Libreville/Gabon

SELON la Direction générale de la comptabilité publique et du trésor, le budget en recettes de l'Etat s'est établi à 397,0 milliards de francs au terme des trois premiers mois de l'année. Soit une augmentation de 5,2% par rapport à la même période l'année dernière. Cette évolution est imputable à la hausse des recettes pétrolières, nonobstant la baisse aussi bien des recettes hors pétrolières que des recettes des comptes spéciaux. En effet, comparativement à fin mars 2016, les recettes pétrolières se sont améliorées de 47 % du fait essentiellement de la forte hausse des prix de



Les recettes budgétaires ont atteint 397 milliards de francs au premier trimestre 2017.

pétrole (+70,9% au premier trimestre) et de l'appréciation du taux de change (+3,5%) du F.CFA

par rapport au dollar. Sur une prévision initiale de 478,6 milliards de francs pour l'année, 144,1

milliards ont été collectés au premier trimestre 2017, soit un taux de réalisation de 30,1%. Arrê-

tées à 1379,8 milliards de francs dans la loi de finances initiale 2017, les recettes hors pétrole se sont établies, quant à elles, à 230,6 milliards de francs au terme des trois premiers mois de l'année. Soit un taux d'exécution de 16,7%. Leur repli (-9,3%) par rapport à 2016 résulte essentiellement de la diminution du recouvrement aussi bien des droits de douanes (-17,8%) que des impôts directs (-17,0%), malgré l'amélioration des taxes sur les biens et services (+8,7%). La baisse des recettes douanières et des impôts directs provient du ralentissement de l'activité économique et du maintien des mesures dérogatoires en faveur de certains contribuables (exonérations diverses).

Conjoncture au 1er trimestre 2017

...et les dépenses, 416 milliards de francs

MSM
Libreville/Gabon

A fin mars 2017, les dépenses budgétaires cumulées ont enregistré un accroissement de 5,9% pour s'établir à 416,4 milliards de francs. Hors paiement des intérêts de la dette publique, elles ont augmenté de 5,9% à

393,9 milliards de francs. Budgétisées à 1 199,2 milliards de francs dans la loi de finances initiale 2017, les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à hauteur de 293,8 milliards de francs à fin mars 2017, soit un taux de réalisation de 24,5%. Comparativement à l'année précédente, elles ont été quasi stables (+0,3%),

en raison de la maîtrise des dépenses en personnel et en biens et services, malgré le renforcement des dépenses relatives aux transferts et subventions. Du fait du recul des financements sur ressources propres (-95,3%), les dépenses d'investissement exécutées ont enregistré une diminution de 84,2% au terme des trois pre-

miers mois de l'année 2017, pour s'établir à 10,6 milliards de francs. Elles inscrivent ainsi un taux d'exécution de 3%, par rapport au plafond autorisé par le Parlement dans la loi de finances initiale 2017. Les autres dépenses, composées notamment des protocoles transactionnels signés par l'Etat, se sont établies à 89,5

milliards de francs à fin mars 2017. Elles se sont raffermissées comparativement à leur niveau à la même période une année plus tôt, suite au renforcement des prêts nets, y compris la prise de participation (+53,3 milliards de francs) et les dépenses des comptes spéciaux (+35,1 milliards de francs).

Brèves

Cameroun/70^e pays à la convention de l'OCDE

Le Cameroun est officiellement devenu le 70e pays à adhérer à la convention de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), sur l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale. L'acte d'adhésion à cette convention vient d'être signé entre l'OCDE et le ministre camerounais des Finances, Alamaine Ousmane Mey.

Tchad/la BAD financera la construction d'une centrale solaire de 32 MW

La Banque africaine de développement (BAD) a indiqué, hier, qu'elle financerait les travaux de construction d'une centrale solaire, d'une capacité de 32 mégawatts, dans la capitale tchadienne, N'Djamena. Parallèlement à cet appui financier, la BAD a indiqué qu'elle apporterait son soutien aux projets de réhabilitation des centrales de la Société nationale d'électricité (SNE) et d'interconnexion des réseaux électriques entre le Cameroun et le Tchad.

Côte d'Ivoire/389 000 tonnes de cacao broyées fin juin 2017

En Côte d'Ivoire, le stock total de fèves broyées en 2016/2017 s'est établi à 389 000 tonnes à la fin juin, soit une hausse de 13,8% par rapport au résultat enregistré, un an plus tôt. D'après Reuters qui rapporte les estimations du GEPEX (Groupement professionnel des exportateurs de café et de cacao) couvrant 6 des 12 broyeurs que compte le pays, le volume de cacao transformé a enregistré un taux de progression soutenu en mai et en juin en s'établissant respectivement à 18 % et 34%.

Énergie renouvelable/A partir de 2020, Shell va investir 1 milliard de dollars

Alors que la transition vers les énergies renouvelables s'accélère, Royal Dutch Shell va injecter chaque année, à partir de 2020, 1 milliard de dollars (environ 592 milliards de francs) dans les énergies renouvelables à travers sa division en charge des énergies alternatives. C'est ce qu'a annoncé Ben Van Beurden, président directeur général de Royal Dutch Shell à Ecofin.